

De vous à nous : petit décryptage de l'actu'agricole

La Fraternité paysanne du Pays de la Mée se réunit un dimanche tous les deux mois pour un temps de partage, d'amitié, de prière et de réflexion. Elle se compose d'éleveurs et d'agriculteurs chrétiens qui sont heureux de se soutenir fraternellement dans leur vocation commune. Conscients que la crise actuelle du monde agricole est complexe, ils désirent vous partager le fruit de leur réflexion, et les sentiments qui les habitent.

Depuis Noël, nous avons tous découvert les panneaux de nos villages et villes retournés à l'envers. Cet acte bon enfant voulait dire : « on marche sur la tête » ou « le monde tourne à l'envers ». Petit à petit, la colère du monde paysan est montée du sud de la France et a envahi tout l'hexagone en février. Quelles sont les raisons de cette colère ?

Le revenu des agriculteurs

Le monde agricole est un monde qui ne compte pas ses heures. Selon l'INSEE : en moyenne 55h par semaine pour une rémunération modeste.

Les agriculteurs sont des entrepreneurs du vivant qui nourrissent les hommes. Quelle noble mission ! Connaissez-vous pire contradiction que beaucoup de ceux qui nous nourrissent n'arrivent plus à se nourrir eux-mêmes ? (Selon l'INSEE, 1 agriculteur sur 7 a dû faire face à des revenus nuls ou déficitaires en 2021.) Et plus grave encore, certains de ces entrepreneurs du vivant finissent par mettre fin à leur propre vie ?

On marche sur la tête...

Le stockage de l'eau

Principe immuable de la nature : impossible de produire sans consommer.

Il a fallu 150 litres d'eau pour produire la baguette de pain de votre petit-déjeuner, 590 litres d'eau pour faire 1kg de blé etc... Les agriculteurs, surtout dans le sud de la France, demandent à pouvoir créer des réserves collinaires* vertueuses qui serviront l'été quand l'eau vient à manquer. Depuis les années 90, la création de réserves collinaires est interdite à quelques exceptions près. Dans notre pays l'eau est relativement abondante et seulement 4,7% du flux annuel d'eau est stocké, alors qu'en Espagne l'on atteint presque 50%. Les retenues d'eau peuvent être contestées par certains aspects, mais cette question devrait être profondément réfléchie pour trouver toutes les solutions possibles pour conserver ce bien précieux.

On marche sur la tête...

Les contraintes administratives : toujours plus

Aujourd'hui les paysans entrepreneurs passent en moyenne 1 journée par semaine à faire de la paperasse. Chaque année, nous devons appliquer de nouvelles réglementations ou changements, cela nous prend la tête. Nous devons avoir recours à des services extérieurs payants pour s'adapter aux nouvelles normes et remplir les formulaires incompréhensibles. N'oublions pas les contrôles inopinés qui se multiplient. Nous sommes infantilisés et dépossédés de notre bon sens paysan. (Ex : les interventions dans les champs sont sous contrôle ; nous devons attendre l'ordre de la préfecture ou de la chambre d'agriculture pour pouvoir faire notre travail.)

On marche sur la tête...

La loi égalim ne garantit pas les revenus des agriculteurs

Instituée par les États généraux de l'alimentation, cette loi est censée garantir le revenu des agriculteurs et des éleveurs, favoriser une alimentation saine et durable pour tous. C'est un accord tripartite entre les producteurs, les transformateurs et la grande distribution. Il s'agit d'une machine à gaz qui n'a jamais fonctionné car les grandes surfaces s'approvisionnent maintenant dans les centrales d'achat hors frontières. La justice européenne le permet, car nous sommes dans une agriculture européenne et mondialisée !

On marche sur la tête...

Les importations massives de produits agricoles ne respectant pas les normes agricoles européennes

Par son climat, et grâce à la diversité de ses terroirs, la France est une grande puissance agricole. Nous pourrions y produire presque tout. Nous possédons 28 millions de terre arables pour une population de 68 millions d'habitants. Le ratio est bon ! Mais voilà, nous importons ce que les normes européennes nous interdisent de produire. Quelle invraisemblable folie ! L'Europe exporte ses produits phytosanitaires (pesticides et insecticides) et importe en retour, accords commerciaux obligent, de plus en plus de poulets et viande bovine, bourrés d'antibiotiques et d'hormones de croissance, source de concurrence déloyale.

On marche sur la tête...

Le manque de reconnaissance

Ces dernières années se sont multipliées des attaques et des insultes contre le monde paysan, on parle d'*agribashing*. Ne pensez pas que les agriculteurs y soient insensibles ! Un sentiment d'injustice largement partagé a envahi nos campagnes.

Le monde rural a connu l'exode vers les villes dans les années 60. Depuis le COVID, des millions de français sont revenus habiter et travailler à la campagne. La coexistence de ces 2 mondes - néo ruraux et entrepreneurs du vivant que sont les agriculteurs - n'est pas toujours simple et apaisé. Il a fallu qu'une loi soit votée en 2021 par l'Assemblée Nationale et le Sénat, « visant à définir et protéger le patrimoine sensoriel des campagnes françaises ».

Non ! Vous ne rêvez pas !

Ouf ! Nous avons encore le droit de sentir l'humus !

On marche sur la tête...

Et malgré tout : l'espérance !

Comment revenir sur nos deux pieds et marcher la tête sur les épaules ?...

Comme le dit le pape François : « ne nous laissons pas voler notre espérance ! »

Car c'est notre espérance chrétienne qui nous permet de tenir debout.

Le Seigneur ne nous donne pas de solutions toutes faites, mais il nous donne son Esprit Saint.

« L'espérance ne trompe pas, parce que l'amour de Dieu est versé dans nos cœurs par l'Esprit Saint qui nous a été donné » (Romains 5,5). C'est cet amour qui nous anime au plus profond : amour de notre métier, de nos familles, des populations que nous contribuons à nourrir, de la création, des animaux. C'est une Passion, dans tous les sens du terme : une activité passionnante et crucifiante. Mais, dans la foi, nous avons la certitude que la croix conduit toujours à la Résurrection !

Voilà pourquoi nous ne baissions pas les bras !

Nous avons conscience que le système financier et économique mondialisé qui domine nos sociétés est à la racine de nos problèmes. Tant que nous ne sortons pas du dogme du libre-échange sans protection, tant que nous laissons les mains libres à des centrales d'achat qui agissent comme des véritables oligopoles, tant que nous acceptons la spéculation sur les denrées alimentaires, tant que nous laissons des fonds d'investissements ou des milliardaires faire main basse sur nos terres agricoles sans réagir, toutes les réformes possibles ne régleront pas le problème de fond. La solution est donc d'abord dans les mains des États, et notamment en ce qui nous concerne, des États européens.

Mais la solution est aussi, en partie, dans nos mains :

-Nous pouvons ainsi expérimenter d'autres manières de produire et de vendre (agriculture de conservation, bio, diversification des productions, vente directe etc...) qui nous donnent une certaine liberté de manœuvre, même au cœur du système actuel.

-Nous pouvons-nous soutenir matériellement.

-Nous pouvons aussi nous soutenir spirituellement, en priant les uns pour les autres, en nous écoutant les uns les autres (et Dieu sait si cela fait du bien de se sentir écoutés au sein d'une profession où nous travaillons souvent seuls).

Alors malgré tout, nous rendons grâce à Dieu !

« Pour le souffle du vent ondulant sur mon champ de blé,

Pour le miracle renouvelé d'une mère appelant son nouveau-né,

Pour l'odeur du foin coupé et de la terre fraîchement travaillée...

Merci Seigneur, merci de m'avoir appelé(e)

A nourrir le monde et à prendre soin de ta Création » (prière de la fraternité paysanne).

La Fraternité Paysanne du Pays de la Mée

* les réserves collinaires sont des petites retenues d'eau d'un versant ou en fond de vallée remplies par un ruisseau et les eaux de pluie. Elles sont déconnectées du réseau hydrographique. A ne pas confondre avec les méga-bassines qui sont des réserves d'eau géantes alimentées principalement par des opérations de pompages dans les nappes phréatiques.

Source : Nourrir sans dévaster- Petit précis de mondialisation -VIII coécrit par E. Orsenna et J. Denormandie

Colère d'agriculteur

« On parle beaucoup des prix agricoles, mais notre revenu ce n'est pas le prix. En tant qu'éleveur je vends beaucoup mieux mes animaux depuis deux ans, mais mes charges ont augmenté, donc je ne gagne pas plus, voire moins.

Pour vendre mieux, j'essaie d'avoir un produit qui se vend sous une marque. Pour cela, je dois suivre un cahier des charges, sur l'aliment de mes animaux par exemple. Et comme je respecte bien le cahier des charges je vendrai en théorie mes animaux bien mieux. En réalité, tout dépend de la période à laquelle mes animaux sont prêts : si sur le marché il y a beaucoup d'animaux qui arrivent en même temps, j'en vendrai 10% sous la marque et le reste sera sous-valorisé. S'il n'y a pas beaucoup d'animaux sur le marché au moment où les miens arrivent, alors j'en vendrai 80% sous la marque. Pourtant les animaux ont la même qualité et j'ai payé l'aliment aussi cher à chaque fois.

En 2022 le prix des céréales a augmenté, mais c'était purement spéculatif. Le prix de l'aliment a été artificiellement élevé à cause de la guerre d'Ukraine, car il y a des gens qui spéculent sur les matières premières agricoles. Ce n'est pas normal, on devrait interdire toute spéculation alimentaire.

L'agriculteur, quand il vend son produit ne sait jamais à l'avance à quel prix il va le vendre. Il n'y a pas de prix minimum, qui permettrait de ne pas se retrouver au final en-dessous du coût de revient. De la même manière qu'il existe l'exception culturelle, on devrait établir une exception agricole : chaque pays devrait avoir le droit de soutenir son agriculture. Il y a à cela des raisons sociétales, environnementales.

Car quel est le rôle de l'agriculteur dans un pays ? Il nourrit sa population avec des produits de qualité et contribue ainsi à maintenir la santé globale, il est devenu un des acteurs principaux de la lutte contre le réchauffement climatique ; il entretient le paysage, maintient la biodiversité, veille au circuit de l'eau, crée du lien dans le monde rural. Qui va faire tout cela s'il disparaît ?

Le libre-échange, c'est la loi du plus fort. Si un oligarque ukrainien possède des millions d'hectares de bonne terre de tchernoziom plus 77 poulaillers de 800 m de long produisant 2 millions de volailles/an, comment voulez-vous qu'on puisse être concurrentiel ?

L'Europe dit à haute voix vouloir maintenir l'agriculture familiale, mais tout est fait pour que l'agriculture devienne une industrie et que les fermes soient détenues par des multinationales. Les fermes sont déjà de plus en plus grandes avec de plus en plus de capitaux et difficilement transmissibles.

La question que je me pose aujourd'hui, c'est comment limiter mes charges. Mais dès que je pose la question au comptable, la réponse est à 50€ de l'heure et encore : répond-il dans mon intérêt ou dans le sien ? A la Chambre d'agriculture il y a bien des formations, mais là encore il faut payer pour avoir des conseils. En fait, on est tout seul dans nos fermes pour penser, s'adapter, non seulement aux variations économiques mais encore au réchauffement climatique ou au respect scrupuleux de normes toujours plus exigeantes vérifiées par des contrôleurs qui ne connaissent à notre métier. Alors, n'y a-t-il pas là de quoi être vraiment en colère ?

C'est alors qu'un voisin excédé par le bruit de la moissonneuse en pleine nuit de canicule se lève pour venir rouspéter, prêt à en venir aux mains « je vais appeler les gendarmes pour tapage nocturne, je travaille moi demain ! Mais moi Monsieur que croyez-vous que je fasse là ? Et demain matin moi aussi je travaille... ». La colère monte encore d'un cran, avec cette impression que l'on n'est plus

Intégré dans cette société individualiste qui ne sait même plus que l'on travaille si dur pour elle.

Pour détourner la loi Egalim (obligation pour les grandes surfaces de ne pas vendre à perte pour certains produits ce qui garantit un prix à l'agriculteur), les grandes surfaces s'approvisionnent maintenant dans des centrales d'achat hors frontières en Belgique par exemple. Mais la justice

européenne le permet. Car nous sommes dans une agriculture européenne. Si nous faisons bouger les choses en France il faut aussi les faire bouger en Europe, sinon cela ne sert à rien. Mais voilà, il y a les lobby qui font pression. Et il faut reconnaître l'embarras du consommateur pour comprendre d'où viennent vraiment les produits transformés qu'il achète : produit en France dit l'étiquette certes, mais de quel pays vient la matière première ?

Aujourd'hui une ferme a en moyenne une surface de 69 ha contre 25ha en 1986. La France a encore perdu 100 000 fermes depuis 2010 (France métropolitaine), les surfaces par ferme augmentent et on prévoit d'ici 10 ans qu'il restera seulement 275 000 fermes (395 000 aujourd'hui). Certains agriculteurs épuisés par la surcharge de travail, le peu de rémunération et trop de soucis se tournent vers la manne du solaire et arrêtent les bêtes, contribuant ainsi à l'appauvrissement des sols en matière organique... « énergiculteur » deviennent-ils ainsi. Produire toujours plus d'énergie pour satisfaire les besoins croissants dus en particulier au numérique de tout un chacun.

Difficile de rester zen devant tant d'incohérence et de gâchis.

Mais lorsque j'arrive à la ferme et que je suis accueillie par le chant de la grive musicienne, lorsque je vois s'envoler les aigrettes blanches, quand les fleurs des champs illuminent simplement mon quotidien, les soucis s'allègent. La contemplation quotidienne de la Création adoucit la violence de la colère.

Quand j'ai peur des factures qui s'accumulent, de la pluie qui compromet les semis, d'une épidémie dans mon troupeau, de mon impuissance à gérer les difficultés, alors j'allume une bougie et je reste à la regarder en descendant dans le profond de mon profond, « Seigneur j'ai peur du noir, s'il te plaît laisse la lumière allumée ».

Si nous devons prendre une décision importante pour la ferme, qu'un travail n'a pas pu être fait à temps, ou que nous cherchons désespérément une solution à un problème financier, alors nous nous prenons tous les deux par la main « Saint Joseph donné pour père au fils de Dieu, priez pour nous dans nos soucis de santé, de famille et de travail... » »

Témoignage

« De mon point de vue de salarié agricole et de porteur de projet d'une ferme de taille modeste, avec conduite d'un petit troupeau de bovins, voici quelques constats et réflexions :

- comme salarié si j'arrive sur une ferme où les exploitants souffrent d'une forme d'exploitation au travail (soit leur rémunération n'est pas à la hauteur des efforts qu'ils fournissent dans le travail, soit ils sont épuisés et ne voient jamais le bout de tout ce qu'il y aurait à faire pour que la ferme tourne bien, ...) il y a de forts risques que je subisse moi aussi une forme d'exploitation du travail particulière au salariat (heures travaillées non récupérées ou non payées, conditions de travail dégradées, ...)

- comme porteur de projet nommé atypique par les chambres d'agriculture, en 3/4 ans je n'ai pas réussi à concrétiser un tel projet pour diverses raisons complexes à analyser. Il y en a liées à ma personnalité, à mon âge déjà avancé. C'est aussi en partie une question de taille. J'aurais du mal à rembourser le prix d'achat d'une ferme de petite taille, avec ce qu'il me resterait de produits une fois toutes les charges déduites. En fait à notre époque en France on n'a du mal à - voire on ne peut pas espérer - vivre d'une ferme en dessous d'une certaine taille. Difficile en dessous de 40 vaches laitières, difficile en dessous de 50 allaitantes, difficile en dessous de 300 brebis, ... Difficile aussi le chemin pour réussir à vivre d'une ferme diversifiée (non pas spécialisée dans une mono production).

- je constate parfois un gros iatus entre mon aspiration à une écologie intégrale et le monde agricole tel qu'il est et auquel je participe depuis 4 ans. Il faudrait que j'essaie d'analyser les situations de

travail à la lumière des grands principes et des valeurs cardinales de la doctrine sociale de l'Église. La question qui viendrait juste après : comment contribuer au sein de ce monde agricole tel qu'il est à une mise en pratique de ces grands principes, de ces valeurs cardinales ? »

Témoignage

« Il y a 30 ans lorsque X. a repris la ferme de ses parents, en production de poulet industriel, cette production fonctionnait très bien. Il a pu sortir un salaire correct et il y a 20 ans s'engager dans la construction d'une maison, malgré le remboursement des bâtiments.

Lorsque nous nous sommes mariés nous pouvions encore partir en vacances trois semaines d'affilée sans avoir de problèmes financiers.

Depuis 20 ans les soucis financiers ont été croissants, si bien que X. a essayé plusieurs productions pour essayer de s'en sortir mais comme il était un peu "expérimentateur" cela n'était que pire.

D'un côté on sent que les marges ont été calculées, de plus en plus, au plus juste. Tellement juste, qu'elles ne prennent pas en compte les aléas de la production. Tellement juste qu'elle ne correspondait même plus à un SMIC il y a 10 ans. Donc lorsqu'un lot de volailles n'allait pas nous n'avions pas de salaire. (Depuis quelques années ce n'est même plus un salaire à mi-temps c'est simplement un revenu pour payer les charges de l'entreprise: nous avons dû trouver une autre source de revenus dans la vente directe d'autres produits.)

Par ailleurs, ces volailles sont sélectionnées depuis des années pour grossir toujours plus vite, en faisant des blancs toujours plus gros mais au détriment de poulets toujours plus fragiles; donc toujours plus dur à produire avec des accidents de production croissants.

De même on sent que tout le système s'oriente, se spécialise, chaque jour pour faire le plus de rentabilité possible, à leur avantage, mais sur le dos des éleveurs (baisse de la qualité des aliments, de la qualité des poussins, des aides en cas de casse....) Par exemple l'an dernier nous avons perdu plus de 15000 € sur un lot de chapons, on nous a aidé pour 3000€.

Nous avons aussi remarqué que les éleveurs qui ont des emprunts ont toujours des résultats financiers meilleurs que ceux qui n'en ont pas, (sans doute en jouant sur les primes et les qualités). En soit ce serait normal, pour leur permettre de rembourser leurs crédits. Mais au lieu de le faire officiellement, on culpabilise les éleveurs qui n'ont plus d'emprunt en leur disant qu'ils gagnent moins parce qu'ils sont mauvais.

Et donc lorsqu'un éleveur a passé des années à se battre en ayant du mal à rembourser ses emprunts mais en se disant qu'il va enfin avoir un salaire correct, l'emprunt fini, il se retrouve totalement démoralisé en se rendant compte qu'il touche toujours aussi peu!!

D'ailleurs les organismes de production ont-ils intérêt à ce que nous réussissions financièrement ? Car plus on s'endette, moins un lot fonctionne et plus ils sont sûrs de nous "tenir" (par les aides sous conditions de rester et les emprunts). Sans parler qu'un lot qui ne fonctionne pas consomme plus donc ils vendent plus d'aliments, de complément...

Finalement d'un côté, les organismes de production sont pressurisés par la grande distribution qui leur demande des prix toujours plus bas, à la hauteur de la concurrence étrangère (rien à faire de la qualité), et de l'autre ils ont tout intérêt à exploiter les agriculteurs, et en faire la variable ajustable lorsque les lots ne fonctionnent pas.

Et l'éleveur au milieu de tout ça n'a aucun droit (pas de salaire minimum, pas de chômage, peu de retraite...) toutes les obligations, et tout le stress croissant de produire une volaille de qualité décroissance pour un système français qui essaie inutilement, sur son dos, de rester concurrentiel avec un produit bas de gamme mondialisé !

Je dirais que c'est un système bien ficelé pour extorquer le plus de richesses possible à l'éleveur, sans rien d'efficace pour le protéger!

Au contraire, à cela s'ajoute l'obligation permanente de réinvestir dans un matériel toujours plus performant pour faire produire ses volailles toujours plus fragile avec toujours plus de normes qu'on nous oblige à respecter, qui coutent, et ne rapportent rien! Par exemple l'obligation de mettre des fenêtres, aidées à 30 %, avec engagement a rester dans l'organisme de production, mais les 70 % restantes ne nous auraient pas rapporté un centime, et nous auraient normalement coûtés plus de 30 000 €....

Il y a déjà longtemps que cela nous coûtait, d'un côté étique et religieux de faire cette volailles bas coût et basse qualité. Mais mon mari avait toujours fait ça, il aimait prendre soin de ses volailles (et râlait contre les obligations de densité qui rendait leur confort difficile), il ne voyait pas comment faire autrement (il a bien réussi à faire de la volaille rustique pendant 3 ans, qui lui a beaucoup plu, mais sa production a été annulé)

Sans doute aurions-nous donc quand même continué, si le côté financier n'était pas devenu impossible! Et pourtant il aurait juste suffi d'être payé 3 centimes de plus au kilo pour avoir un revenu suffisant permettant d'amortir tous les mauvais lots.

Sinon il aurait suffi de pouvoir continuer cette volaille rustique intermédiaire, qui ne rapportait même pas autant que les rares bons lots d'industriels, mais qui au moins ne présentait aucun risque d'aléas de production.

Mais finalement ce n'est peut-être pas plus mal, je dirais même providentiel : cela nous a permis de sortir de ce système, du gigantisme, du financier de la production industrielle et mondialiste, car il est profondément malsain pour tout et tous (l'humain -du producteur au consommateur- la nature, l'animal et même Dieu qui n'y est pas respecté dans sa création aussi bien humaine que naturelle et animale !)

Nous avons toujours demandé au Seigneur de nous guider dans notre métier, pour faire les bons choix, ceux qui sont le plus conformes à sa volonté. Et nous croyons fermement que c'est ce qu'il fait depuis des années en nous éclairant, à travers les épreuves comme à travers les joies.

Et aujourd'hui nous avons vraiment à travers, la joie et la paix vécu, le sentiment d'avoir fait des bons choix, plus en phase avec sa volonté, en arrêtant la production industrielle et en développant le contact humain, et la production de qualité, à travers la vente directe. »

Témoignage

Installation en agriculture

« 43 % des agriculteurs ont plus de 55 ans, on compte 1 installation pour 3 départs en retraite. Le constat est sans appel : Combien de stabulations et hangars agricoles vides peuplent nos campagnes, faute de nouveaux repreneurs ? Paradoxalement, de nombreux jeunes ne parviennent pas à s'installer et de nombreux retraités ne trouvent pas d'acheteur.

Face à l'accroissement des surfaces la transmissibilité des exploitations devient plus difficile.

Certains cédants, soucieux de compenser leur maigre pension de retraite, fixent des prix supérieurs à la valeur réelle de leur exploitation. Le montant des investissements et l'inconnu quant à l'évolution prix de vente du lait et de la viande ne rassurent pas les futurs éleveurs. D'autant, que le coût de la vie augmente fortement et que leur aspirations ne sont plus les mêmes qu'il y a 30 ans : eux-mêmes et leur famille souhaitent partir en week-end par exemple.

Pour répondre à ces nouvelles exigences et pour les convaincre d'investir les futurs retraités doivent accepter de céder leur exploitation au prix juste et les industriels doivent fixer des prix en tenant compte des coûts de production. A l'État de faire appliquer les lois !

Il y a souvent une inadéquation entre les offres des Répertoire Départ Installation et les projets des candidats à l'installation. En effet, on voit souvent des annonces de recherche d'associés suite à un départ en retraite. Les candidats entre autre les NIMA (non issus du milieu agricole) recherchent plus à créer un projet unipersonnel sur une petite structure certains élus des instances agricoles y sont opposés prétextant un manque de crédibilité de projets dits plus atypiques. On doit revoir les critères d'attribution des aides à l'installation : augmenter l'âge limite de 40 ans, plus d'aide en cas de projet d'installation avec transformation et ou vente directe.

Il me semble que l'on doit continuer de développer des systèmes de portage de foncier. (Terre de liens, Passeurs de Terre). Ainsi ces structures sécurisent le foncier en devenant propriétaires et en le louant au repreneur. »